Les manifestations (de juin[1]) ont-elles renouvelé les mécanismes existants ou bien en ont-elles créé de nouveaux ?

Source : IHU On-Line *17 février 2014*

Traduction pour Autres Brésils: Roger GUILLOUX (Relecture : Estelle Mairesse)

Entretien avec Rodrigo Nunes

***"Au Brésil, le plus grand mouvement de masse depuis celui des* Direitas Já[2] *s'est déroulé sans que les grandes organisations de masse aient joué un rôle central"* fait remarquer le philosophe.**

Photo: GBN

Les manifestations qui ont commencé dans le pays en juin dernier (2013), sont liées à la ″convergence de trois tendances historiques″, dont deux sont ″irréversibles″ : l'usage des réseaux sur Internet qui a produit une ″auto-communication de masse″ et la ″chute vertigineuse des coûts d'organisation″ fait remarquer Rodrigo Nunes, auteur du livre **The Organisation of the Organisationless : Organisation After Networks (L'organisation des Sans Organisation : Organisation Après les Réseaux)** qui sera publié dans les mois qui viennent. Par ailleurs, il indique que la ″troisième tendance historique″, entendue comme crise des mécanismes de représentation, ne sera pas résolue de sitôt.

Pour comprendre le phénomène qui se produit, Nunes utilise le concept de ″système-réseau″ à partir duquel il est possible de comprendre comment les manifestations dans les rues et dans les réseaux virtuels sont connectées. *"Les systèmes-réseaux ne sont pas qu'un simple assemblage d'individus ; ils sont différenciés de l'intérieur, par des zones plus claires-semées et des noyaux plus denses, plus vivants, plus organisés. Normalement ce sont ces noyaux qui assurent le rôle de convoquer, de définir des lignes directrices, de garantir un minimum d'organisation, y compris physique, à ces actions".*

Dans l'entretien à suivre accordé à **IHU On Line**, par courriel, Nunes évalue également les divergences et les rapprochements entre les dernières manifestations et les mouvements sociaux de type traditionnel qui ont surgi au cours la période de re-démocratisation du pays. *"Se demander si un type d'organisation va remplacer un autre, c'est comme si on se demandait si une soucoupe va remplacer une assiette creuse : il s'agit d'objets semblables mais qui ont des finalités différentes et dont la forme est adaptée à leur finalité. L'organisation est toujours une*

réponse à une situation spécifique" explique-t-il. Et il ajoute : *"Je ne crois pas que les organisations traditionnelles des mouvements de masse vont disparaître, tout au moins à moyen terme. Ce qui va certainement changer, c'est l'idée qu'elles sont le seul modèle viable d'organisation, l'idée que celui qui ne s'organise pas à leur manière n'est pas organisé. "S'organiser" n'est plus synonyme de "s'organiser de cette manière-là" "*.

Rodrigo Guimarães Nunes est docteur en philosophie du Goldsmiths Collège de l'Université de Londres et professeur à la **Pontifícia Universidade Católica de Rio de Janeiro - PUC-Rio**. Il collabore à divers publications nationales et internationales telles que **Radical Philosophy**, **Mute**, **Le Monde Diplomatique**, **Serrote**, **The Guardian** e **Al Jazeera**. Comme organisateur et éducateur en éducation populaire, il a participé à différentes initiatives militantes telles que les premières rencontres du **Forum Social Mondial** et la campagne **Justice for Cleaners** à Londres. De plus, il a été membre du collectif éditorial de **Turbulence**, une revue influente dans les mouvements sociaux en Europe et en Amérique du Nord, entre 2005 et 2010.

A suivre, l'entretien

IHU On-Line – Vous définissez les phénomènes qui se sont produits au Brésil depuis juin de l'année passée au Brésil et au cours de ces trois dernières années dans plusieurs autres pays comme *"des mouvements de masse sans organisation de masse"*? Que voulez-vous dire par là ?

photo: *Conexões Globais*

Rodrigo Nunes. – Pendant longtemps on a pensé qu'un mouvement de masse de grande importance, mobilisant un grand nombre de personnes au niveau national, ne pouvait exister qu'à condition d'être impulsé par des organisations ayant de nombreux membres, une structure formelle et un leadership reconnus.

Ceci fut à l'origine d'une grande crise de la gauche mondiale dès les années 1980 et au Brésil, depuis les années 1990, car les syndicats se sont affaiblis, les partis et les mouvements ont perdu de leur capacité de mobilisation. Dès lors, on a pensé que les mouvements de grande ampleur étaient devenus impossibles. Ce fut également la crise des partis situés à la gauche du PT, dès 2002, qui essayèrent, justement, de créer de nouvelles centrales syndicales et de nouveaux organismes de représentation estudiantine.

Les trois dernières années ont montré qu'il est possible qu'un mouvement de masse se constitue en l'absence de ce type d'organisation. On peut se demander dans quelle mesure c'est une bonne ou une mauvaise chose mais on ne peut remettre en question qu'au Brésil, le plus grand mouvement de masse depuis les *Direitas Já*, s'est produit sans que les grandes organisations de masses aient eu un rôle central.

IHU On Line – Qu'est-ce qui a changé dans la manière dont les personnes s'organisent et quelles sont les raisons de ces changements ?

Rodrigo Nunes – Il est clair pour moi que nous vivons la convergence de trois tendances historiques dont deux au moins sont irréversibles
La première est la généralisation de **l'utilisation de réseaux informatiques** de différents types (courriel, Twitter, Facebook, Whatsapp, Reddit, etc.), ce qui rend possible ce que **Manuel Castells** a appelé d'"**auto-communication de masse**".

La deuxième tendance, comme conséquence directe, est **une chute vertigineuse des coûts d'organisation** : des actions collectives qu'il aurait été impossible d'organiser dans le passé sans l'aide de structures formelles, sont maintenant devenues des tâches relativement simples. Les manifestations syndicales avec des voitures sonorisées, des T-shirts, des jingles, des "showmicios"[3] et parfois même des militants rémunérés, n'ont pas aujourd'hui l'importance des manifestations convoquées via Facebook. Ces deux tendances sont en principe, irréversibles.

La troisième tendance est une crise des mécanismes de représentation qui caractérise les sociétés modernes du XVIII siècle à nos jours : le vote, le parlement, les partis, les syndicats. Elle éclabousse fatalement les institutions de la gauche. Plus évidente et plus urgente dans des pays comme l'Egypte et la Tunisie, elle est également ressentie dans les démocraties les plus anciennes, qui ont été rongées de l'intérieur par le financement privé des campagnes électorales, les lobbies corporatifs, la concentration des médias et de la richesse. Ce n'est pas un hasard si le *"ils ne nous représentent pas"* espagnol est l'un des slogans qui a le plus circulé au cours de ces dernières années.

On constate que seul, le troisième point relève d'une disposition subjective. Plusieurs analyses en restent à ce niveau, souvent pour se lamenter d'avoir perdu la foi dans les projets collectifs à grande échelle parce que seule la rénovation des organisations de masse existantes serait capable de résoudre cette crise de représentation. Mais ces analyses perdent de vue le fait que l'organisation en réseau, avant d'être un choix conscient, est l'expression même de la manière dont la majorité des gens mènent leur vie personnelle et professionnelle. Les gens ne s'organisent pas au niveau politique en réseau parce qu'ils le veulent – même si, de manière consciente, beaucoup préfèrent cette façon de faire – mais bien parce qu'ils sont déjà organisés de cette manière. Et on peut s'attendre à ce que, si les personnes vivent et se perçoivent de plus en plus en réseau, leur mode d'expression politique soit également de ce type.

L'une des questions non résolues aujourd'hui est de savoir si ces mouvements qui se produisent actuellement et pour lesquels la crise de représentation est un problème central, vont rénover les mécanismes existants, construire de nouveaux mécanismes ou si nous nous dirigeons vers une crise de plus en plus aigüe de la démocratie.

IHU On-Line – Qu'est-ce qui différentient ces mouvements des mouvements sociaux traditionnels ?

Rodrigo Nunes – La catégorie même de "mouvement" est problématique pour rendre compte de ce à quoi nous assistons. Le "Mouvement" même s'il n'implique pas nécessairement des structures formelles comme celles des mouvements sociaux "traditionnels", suggère inévitablement une certaine unité d'objectifs, de pratiques, d'identité.

Certains chercheurs utilisent plutôt le concept de **"système-réseau"**. J'essaie de le définir d'une manière claire dans le livre qui sera publié cette année.

Le système-réseau est un système formé de plusieurs couches, chacune étant un réseau : le réseau de personnes dans la rue, celui des profils de Facebook, des comptes de Twitter, celui des espaces physiques où les personnes se retrouvent. Ces couches ne sont pas réductibles l'une à l'autre. Tout le monde ne se retrouve pas dans chacune d'entre elles et le réseau sur Twitter est différent de celui de Facebook lequel est différent de celui du monde physique. Les liens sont différents, les nœuds sont différents. Mais ces réseaux font tous partie du même système, en d'autres termes, ils interagissent continuellement.

Penser en ces termes nous permet de voir comment des choses qui ne sont pas directement ou consciemment liées, communiquent entre elles. Par exemple comment les *"rolezinhos"*[4] dont les organisateurs, initialement, ne pensaient peut-être pas en termes politiques, furent rapidement politisés ou comment le *Bom Senso FC*[5], dont les membres ne se trouvaient probablement pas dans la rue en juin, fut influencé par ces manifestations. Cela nous permet encore de comprendre comment différents groupes ont pris les devants en différents endroits et moments, ou comment les ordres du jour et les revendications se connectent entre elles, se différentient (des tarifs des transports à la *Coupe du monde*, de *l'Aldeia Maracanã*[6] au *"Onde está Amarildo"*[7] et au *"Fora Cabral"*[8] pour revenir aux tarifs des bus).

En d'autres termes, nous ne parlons pas d'un mouvement avec un ancrage social clairement délimité, d'une équipe dirigeante définie et de processus de prise de décision précis mais d'un système complexe d'interactions continues, à l'intérieur duquel on peut trouver de tout : des mouvements traditionnels, des partis, des syndicats, de petits collectifs, des réseaux informels d'amis, des individus "isolés". Et donc des identités, des pratiques et des objectifs différents.

C'est la différence qu'il y a entre l'analyse de comportement d'un individu isolé et sa manière d'interagir avec l'environnement (comment un mouvement s'organise, quelle stratégie, quelles tactiques il emploie), d'une part et l'écosystème d'autre part. Vous ne pouvez pas expliquer ce qui se passe dans un écosystème- celui du **Movimento Passe Livre (MPL**)[9], par exemple - uniquement à partir de l'action d'un agent,. Vous devez observer comment tous agissent sur tous, directement ou indirectement. Cette deuxième perspective n'invalide pas la première, bien évidemment, mais la première se retrouve dans la seconde.

IHU On-Line – Vous critiquez également l'opposition que l'on fait parfois entre les "réseaux" et la "rue".

Rodrigo Nunes – C'est une fausse dichotomie. L'immense majorité des manifestants se retrouve dans ces deux groupes et l'action des deux se complète, communique et s'amplifie. Il s'agit de deux couches différentes mais qui appartiennent au même système.

Imaginez qu'aucun de ceux qui ont participé à la première manifestation de juin 2013 - peut-être un millier de personnes - n'ait mis ses images et ses récits sur **Facebook**, **Youtube** ou **Twitter**, l'impact aurait été bien moindre et moins de gens seraient sortis dans les rues lors de la manifestation suivante. Mais puisque ceux qui participaient à une manifestation, utilisaient les réseaux Internet pour en discuter, les commenter, un nombre plus important allait à la manifestation suivante et ces personnes faisaient comme les premiers et touchaient encore plus de

monde pour la manifestation suivante et ainsi de suite, jusqu'à ce que les images et les récits sur la répression firent exploser la chose. Il se crée un phénomène de rétro-alimentation, un feedback positif. C'est de cette manière que l'outil numérique permet d'aller bien au-delà de la capacité immédiate de mobilisation de ceux qui convoquent et, en même temps, augmente cette capacité

D'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'être sur Internet pour être exposé à ses effets : votre ami s'indigne de ce qu'il a lu sur Facebook, la direction du mouvement modifie sa position à la suite d'un débat sur Twitter, la télé modifie l'information à cause d'une vidéo mise sur Youtube. Comme dit un ami, tout le monde n'est sur Internet mais tous ceux qui sont sur Internet sont dans le monde réel. Il n'existe pas **"Internet" et le "monde réel"** : Internet est à l'intérieur du monde et agit à l'intérieur, réagissant à ce qui l'entoure.

Immergés dans un flux continu

“Il n'existe pas "Internet" et le "monde réel" : Internet est à l'intérieur du monde et agit de l'intérieur, réagissant à ce qui l'entoure ”

Nous vivons dans un environnement de plus en plus médiatisé aussi bien par la communication de masse que par l'auto-communication de masse. C'est l'une des raisons pour lesquelles les coûts d'organisation ont chuté. A l'époque des *"Direitas já"*, encore sous le joug de la dictature et avec un blocage complet des médias, on avait vraiment besoin d'organisations structurées au niveau national, de leaders qui voyagent dans tout le pays, etc. Mais aujourd'hui nous sommes de plus en plus immergés dans un flux continu d'informations et d'affects qui nous arrivent par différents canaux, flux auquel nous pouvons, en plus, participer en donnant notre opinion, en protestant ou encore en exprimant nos sentiments.

Ceci ne se produit pas "dans le réseau" ni "dans la rue", ceci se produit dans le mouvement entre l'un et l'autre. Et quand des processus de rétro-alimentation se mettent en place, certaines informations, sentiments, paroles et images en viennent à dominer les interactions dans la rue, dans les réseaux Internet et dans les médias traditionnels. Et alors, une manifestation avec mille personnes devient le sujet des conversations du jour suivant, une décision prise par 50 personnes obtient l'adhésion de milliers de personnes sur Facebook, une phrase sur Twitter est reproduite sur des centaines d'affiches.

IHU On-Line – Les mouvements sociaux traditionnels vont donc cesser d'exister ?

Rodrigo Nunes – Si vous observez bien, l'organisation la plus "organisée" n'a pas cessé d'exister, mais c'est comme si, comme tout le reste au cours de ces dernières décades, elle était passée par une réduction de taille. Il faut une bonne dose de pensée magique pour imaginer que ce que nous avons, ce sont des individus isolés surgissant "de nulle part". Les systèmes-réseaux ne sont pas de simples assemblages d'individus, ils sont différenciés en interne, par des zones plus claires-semées et des noyaux plus denses, plus définis, plus organisés. Habituellement, ce sont ces noyaux qui ont la responsabilité de convoquer, définir des modalités, garantir un minimum d'organisation, y compris physique, aux actions à entreprendre. Ceci, parce qu'ils ont plus de capacité d'exécution, qu'ils bénéficient d'une certaine reconnaissance, qu'ils réunissent des assemblées plus nombreuses et qu'ils administrent les pages les plus fréquentées, les comptes Twitter les plus suivis.

Dans la mesure où la médiatisation permet – même aux groupes qui n'ont pas beaucoup de membres – d'atteindre et de mobiliser un grand nombre de personnes, une organisation relativement petite peut générer des effets qui, auparavant, n'étaient possibles qu'avec une structure de grande taille. De cette manière, ces groupes peuvent continuer à rester relativement petits et donc, plus flexibles, plus informels et plus ″horizontaux″. Mais ce sont eux qui tendent à avoir le plus de poids dans la structuration de l'action collective du système-réseau. C'est le cas du mouvement **Movimento Passe Livre** (à **São Paulo** et maintenant à **Rio**), du **Bloco de Lutas[10] (Porto Alegre)** et des **Comitês Populares da Copa[11]**

Des objectifs différents

Maintenant, se demander si un type d'organisation va remplacer l'autre, c'est comme si l'on se demandait si la soucoupe va remplacer l'assiette à soupe : ce sont des objets qui se ressemblent mais qui servent des finalités différentes et ont une forme adaptée à leur finalité. L'organisation est toujours une réponse à une situation spécifique. Les travailleurs ruraux, en raison de la grande dispersion géographique et de la difficulté d'accès à Internet, ne vont pas s'organiser de la même manière que la jeunesse urbaine, bien que ces deux groupes puissent être connectés de différentes manières et qu'aucune forme d'organisation ne soit plus ″réelle″ que l'autre. Toutes les deux sont réelles, ce sont leurs réalités qui sont différentes. Les syndicats, tels qu'ils existent aujourd'hui, n'arrivent pas à s'occuper d'un immense secteur informel, flexible et précarisé. Cependant, des formes d'action collective adaptées à cette réalité doivent être élaborées.

Je ne crois pas que les organisations de masse traditionnelles vont cesser d'exister, tout au moins à moyen terme. Ce qui a certainement changé, c'est l'idée qu'elles seraient le seul modèle d'organisation viable, que ceux qui ne s'organisent pas comme elles ne sont pas organisés. **″S'organiser″** n'est plus synonyme de **″s'organiser de cette manière″**.

La gauche et la vision de l'atome isolé

L'une des raisons du préjugé que la gauche ″traditionnelle″ nourrit à l'encontre des ″non traditionnels″ semble être l'idée que, en dehors des organisations de masse qu'elle regrouperait, les personnes n'existeraient qu'en tant qu'atomes isolés. Les personnes qui sont dans les rues ne seraient que de simples individus **″exprimant leur subjectivité″**. C'est évidemment faux. Si atomisantes que puissent être les conditions de vie aujourd'hui, les personnes existent toujours à l'intérieur de différents réseaux familiaux, professionnels, affectifs, politiques. Les personnes agissent toujours d'une manière collective, avec des degrés plus ou moins grands de contenu ou de formalisation et normalement c'est à partir des noyaux les plus organisés que surgissent les principales initiatives. C'est un scénario plus fragmentaire et plus complexe, sans aucun doute, mais pas pour autant chaotique.

IHU On-Line – Quels pourraient être les désavantages de ce type d'organisation ?

Rodrigo Nunes – Désavantages et avantages sont les deux faces de la même monnaie. On utilise une métaphore empruntée à l'informatique pour distinguer l'activisme de type **″logiciel fermé″** (identité définie, bannière, T-shirt, dirigeants, etc.) d'un activisme de type **″logiciel libre″** relativement ouvert à différentes entités, pratiques, tactiques et modes de compréhension. Cela ne veut pas dire que ces deux types s'excluent : à l'intérieur d'un système-réseau de logiciel libre, vous trouverez des zones de logiciel fermé et l'ouverture et la fermeture sont

toujours relatifs, ces deux types existent à des degrés divers. Mais il est évident que le pouvoir de mobilisation du logiciel libre est bien supérieur parce qu'il met en communication beaucoup plus de thèmes et beaucoup plus de personnes. **Le logiciel fermé exige une conversion, le logiciel libre une simple connexion**. Si les manifestations de juin avaient été le fait des seuls mouvements traditionnels, quelqu'un douterait-il qu'elles auraient eu beaucoup moins d'ampleur ? En fait, elles auraient également eu moins d'ampleur si elles avaient été clairement étiquetées à gauche : une bonne partie des gens qui sont allés manifester, ne s'identifient pas nécessairement à la ″gauche″ tout en défendant cependant des orientations progressistes.

Cependant, l'ouverture implique une moindre cohésion, rendant difficile la définition de stratégies, diluant les messages au milieu de beaucoup de bruit, exposant le système-réseau au risque de tentatives de récupération, comme on a pu le voir au Brésil.

La question est : **faut-il mieux un écosystème réduit et homogène ou un grand, hétérogène et difficile à contrôler ?** Il n'existe pas de réponse certaine mais ce sont des choix qui doivent être faits continuellement et chacun a un prix. Quand s'est produit la tentative de recadrer ce qui se passait avec un mouvement ″anticorruption″ et ″antigouvernemental″, il y eu une réponse claire dans le sens d'une ″fermeture″ : *″hors de la rue les bobos, c'est un mouvement de gauche″*. On a ainsi empêché la tentative de récupération mais on a aussi renvoyé chez eux beaucoup de personnes que n'étaient pas nécessairement ″de droite″. Ce fut une occasion perdue de discuter avec des personnes qui participaient à la vie politique pour la première fois.

Flux continu d'interactions

Il existe également d'autres limites. Comme la volonté collective se construit progressivement à l'intérieur d'un flux continu d'interactions, le processus de prise de décisions devient plus dynamique, il n'est pas concentré en un seul lieu. D'un autre côté, beaucoup de ce qui se fait, coure le risque de relever du court terme de type réactif, d'être une réponse plus au moins automatique non pas à la conjoncture dans son ensemble mais à ce qui s'est produit hier.

Mais il n'est pas impossible qu'une réflexion sur le plus long terme ne se développe à partir de ces réseaux. Des expériences telles que **Rolling Jubilee**[12] aux Etats-Unis, la **Plataforma de los Afectados por la Hipoteca**[13] en Espagne et le **UK Uncut**[14] en Angleterre, et le propre **Movimento Passe Livre (MPL)** au Brésil, le démontrent. Et alors, nous revenons à la question de l'irréversibilité : s'il est vrai que la politique aura de plus en plus la forme des réseaux, il est nécessaire de penser à partir de ceux-ci pour développer leurs capacités immanentes d'auto-compréhension et d'action stratégique. Il ne sert à rien de se lamenter. A celui qui croit que le *telos* de toute action collective passe toujours par la constitution d'un parti, la réponse à donner est la suivante : aujourd'hui, si un parti devait se constituer, ce serait à l'intérieur des réseaux. D'ailleurs, c'est le cas d'une expérience extrêmement intéressante, celle du **Partido X**[15] en Espagne qui propose une organisation de parti réellement innovante.

IHU On-Line – Quel est l'apport des mouvements sociaux traditionnels aux nouvelles manifestations de masse ? Lors de votre intervention à Conexões Globais[16], vous avez parlé d'un ″conflit de générations politiques″.

Rodrigo Nunes – Quand je parle de génération ce n'est pas sous l'angle de l'âge. Une génération se construit en relation à un ou plusieurs événements auxquels elle apporte une réponse. Le **PT**, la **CUT**, le **MST**[17] sont des projets de la génération de la période de la re-démocratisation qui est arrivée au pouvoir, qui a apporté des changements importants mais dont la capacité de transformation s'est tarie. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Secrétaire Général de la Présidence de la République.

"Il me semble que depuis juin dernier, une nouvelle génération politique a pris forme dans le pays, conçue dans la période où le projet de la génération précédente s'est à la fois réalisé et a montré ses limites."

Il me semble que depuis juin dernier, une nouvelle génération politique a pris forme dans le pays, conçue dans la période où le projet de la génération précédente s'est à la fois réalisé et a montré ses limites. Elle s'organise selon des formes différentes et elle se mobilise non seulement sur le thème de la pauvreté mais également sur des préoccupations qui sont devenues secondaires pour le projet de la génération précédente : l'environnement, les droits des indigènes, la diversité sexuelle, le droit à la cité. Mais, avant tout, elle expérimente la crise de la représentation **″de ce côté-ci″** : la génération précédente est devenue ″représentante″ mais la nouvelle génération ne se sent pas représentée

Si **″les plus vieux″** sont sincères vis-à-vis du slogan ″ **Para o Brasil Continuar Mudando”**[18], ils devront reconnaître qu'aujourd'hui, l'énergie en faveur du changement vient de la nouvelle génération. Les protagonistes de la politique de la rue – et un engagement politique vis-à-vis de celle-ci était l'une des caractéristiques de la génération formée lors de la re-démocratisation – sont cette nouvelle génération.

D'ailleurs, ce clivage générationnel, passe également par la rue. Il y a beaucoup de gens de partis ou de mouvements plus traditionnels présents dans la rue qui vivent ce choque. C'est pour cela que, il y a quelques mois, je disais que l'opposition principale n'était pas entre la gauche institutionnelle et la rue mais entre ceux qui reconnaissent que quelque chose de nouveau s'est produit depuis juin et ceux qui ne le reconnaissent pas. La condition pour que le dialogue reprenne est que l'on reconnaisse qu'il y a quelque chose de nouveau qui sort des schémas ayant défini la politique brésilienne de re-démocratisation jusqu'à maintenant. Avec ceux qui pensent que juin n'a rien changé, il n'est pas possible de discuter.

Quel est l'héritage important de la génération de la démocratisation, qui s'exprime ou qui s'est exprimée dans les organisations de masse qu'elle a construites ? Au-delà d'un concept spécifique d'organisation de masse auquel elle a attribué une place centrale, cette génération a été guidée par l'idée que la population la plus pauvre devait devenir le protagoniste de la politique. Il s'agit d'une certaine conception du ″populaire″, de l'importance du travail de base, de la formation de leaders, dont l'origine se trouve dans les **Communautés Ecclésiales de Base de la Théologie de la Libération**.

Ceci est d'ailleurs à l'origine d'une confusion (ou d'un chantage) commun(e) car les organisations de masse créées dans les années 80 avaient une base populaire ; on oppose ceux **″qui sont dans la rue″** (sous-entendu, la classe moyenne) et les ″organisations populaires″. Dans nombre de cas cependant, ceci est un leurre. C'est regarder les organisations telles qu'elles sont aujourd'hui et les percevoir comme elles étaient dans les années 80. Allez à un meeting syndical et retrouvez-vous au milieu d'un **Black Bloc**[19] et dites-moi, sans entrer dans toute autre considération, quel est le plus ″populaire″ des deux ? Et il faut ajouter que, depuis juin, on a vu beaucoup plus de mobilisations dans les favelas et dans les périphéries. On peut nous rétorquer qu'il s'agit de phénomènes ponctuels et que, s'ils ne sont pas organisés, cela ne va mener à rien. C'est vrai. Mais alors, l'organisation peut prendre différentes formes et ces processus ne sont encore qu'à leurs débuts. Les classes populaires ne sont pas le monopole des ″organisations populaires″, formées il y a plusieurs dizaines d'années et d'ailleurs, ces organisations devraient se demander pourquoi elles ont perdu la pénétration qu'elles ont eu à une autre époque.

Même si un grand nombre de personnes de la gauche traditionnelle les traitent de petits bourgeois, de **″bobos de gauche″**, etc., une partie importante de ceux qui sont dans la rue ne me semble pas étrangère à la question de l'implication de la population la plus pauvre comme acteur de la politique. Ils n'ont peut-être pas encore des idées claires sur la manière d'y répondre mais le problème est posé et notamment dans plusieurs groupes : le **MPL** de São Paulo et différents **Comitês da Copa** ont une base populaire, il y a des groupes qui travaillent avec les sans-domiciles ou les habitants des favelas, le **Bloco de Lutas** discute avec la base du **Sindicato dos Rodoviários de Porto Alegre.**

IHU On-Line – Les nouveaux manifestants sont critiqués parce qu'ils n'ont pas de leaders ni de direction comme c'était le cas avec les anciens mouvements. Quelle est la signification de cette ″horizontalité″ et de cette absence de structures formelles?

Rodrigo Nunes – Tout d'abord, il faut bien remarquer que vous n'avez pas un mouvement unique allant de l'avant tout seul mais plusieurs groupes de taille moyenne ou petite et un grand nombre d'individus isolés. Certains groupes ont une plus grande autorité morale, plus d'expérience mais aucun ne réussirait à s'imposer aux autres. Les gens ne prennent pas en considération cette différence et continuent à exiger une **″direction″**, ce qui est objectivement impossible comme si le fait de ne pas en avoir n'était qu'une option subjective.

Ensuite, plutôt que de **″mouvements horizontaux″** je préfère parler de **″mouvements ″à direction partagée″**. **″L'horizontalisme″** est une idéologie selon laquelle il serait possible d'éliminer complètement tous les différentiels de pouvoir mais il suffit d'étudier un peu plus les réseaux pour se rendre compte qu'ils ne sont jamais horizontaux ni égalitaires. L'horizontalité a valeur ″d'idée régulatrice″ dans le sens kantien : il s'agit de quelque chose que vous ne pourrez jamais réaliser et vous le savez, mais qui, cependant, sert et oriente vos choix pratiques. Alors que les mouvements à direction partagée se caractérisent non pas pour être pleinement horizontaux mais pour disposer d'un leadership partagé. Comme ils sont plus informels et plus flexibles, les fonctions de leadership sont distribuées dans le temps et dans l'espace et peuvent être assumées à différents moments par des groupes et des individus différents, etc. Dans ce sens, il ne s'agirait pas de mouvements ″sans leaders″ mais, au contraire, avec beaucoup de leaders, actuels et potentiels. La fonction de direction est disséminée et circule, pouvant être occupée, en principe, par qui que ce soit.

L'action collective

Ainsi **″direction″** renvoie à celui qui dirige, au moment où il dirige, à celui qui réussit à canaliser et structurer l'attention et l'action collective pour une tâche déterminée à un moment déterminé. La direction existe dans l'action, dans un processus continu de formation de volonté collective et de prise de décision. Prenant en compte les motifs pratiques que nous avons mentionnés auparavant, il est probable que les noyaux les plus organisés assument cette fonction la plus part du temps. Mais ce n'est pas la même chose que de disposer d'une structure formellement désignée comme ″représentante″ ou comme ″direction″ qui sera reconnue comme telle même si elle ne dirige rien.

L'incompatibilité entre une conception et l'autre a été patente en juin. Une majorité de jeunes étudiants se retrouve dans la rue et, tout de suite, le gouvernement cherche à rencontrer l'*União Nacional dos Estudantes* alors que celle-ci ne joue aucun rôle effectif dans ces manifestations et par conséquent, n'a rien à négocier avec le gouvernement. C'est la crise de la représentation en un chapitre : le système politique alloue à des organisations déterminées la fonction de représenter différents segments mais ces segments s'organisent indépendamment et sans l'aval de leurs ″représentants″. Et alors, allez-vous conclure que la faute en revient à la réalité qui n'est pas conforme au système ? Non, la faute revient au système qui est clairement en déphasage avec la réalité. La rue ne ment pas, non pas parce qu'elle a toujours raison mais parce qu'elle est le symptôme de quelque chose de réel.

En réalité, beaucoup d'attaques contre le manque de **″direction″** proviennent du refus des secteurs de la gauche institutionnelle d'accepter que la crise de la représentation affecte également les organisations de gauche. La seule direction légitime pour un mouvement de masse devrait-elle émaner des organisations de masses, des partis ? Alors, pourquoi ceux-ci n'ont-ils pas lancé ce mouvement plus tôt ?

IHU On-Line – Face à ce cadre ″d'horizontalisation″ et de ″direction partagée″, comment imaginer des négociations ou des changements dans le champ politique ?

Rodrigo Nunes – Il y a trois questions à bien distinguer : la capacité à mettre en place des changements, les temps et les étapes de ces changements, l'élaboration et la négociation des programmes positifs.

Je commence par le premier point. Même si l'on entend parler d'une rhétorique anarchiste diffuse, il est évident que des revendications telles que celles concernant le titre de transport gratuit et la démilitarisation de la police, s'adressent à l'Etat, et exigent par conséquent des médiations institutionnelles. Cependant, s'il est vrai que vous allez dépendre de **l'Etat** pour mettre en place certains changements, vous ne devez pas, pour autant, devenir l'Etat pour le faire. Un exemple ? La réduction des tarifs de transport fut imposée par la rue aux gouvernements. Pour l'instant, il s'agit d'une victoire ponctuelle, elle empêche que quelque chose se mette en place mais elle ne crée rien de neuf. Mais imaginons qu'au cours des trois prochaines années, la pression populaire réussisse à empêcher les augmentations, inévitablement alors, il deviendra nécessaire de discuter les autres questions posées en 2013 et que les maires ont préféré ignorer : les bénéfices des entreprises, le financement du système de transports, le ticket gratuit universel. Là, on entre dans une nouvelle phase où il sera nécessaire d'articuler les mobilisations de rue, les propositions concrètes et les acteurs capables de réaliser la médiation. Ça, c'est plus compliqué, car il est plus

facile d'arriver à un consensus négatif (**″non aux augmentations″**) qu'à un consensus positif (**″comment financer les transports publics″**).

Ce qui est peu probable, c'est que les mouvements actuels mettent toutes leurs cartes dans l'institutionnalisation. Non pas parce qu'ils sont **″post-modernes″** ou qu'ils ont lu John Holloway[20], mais parce qu'ils ne croient pas que le système politique tel qu'il est, puisse répondre à leurs demandes les plus radicales. Ce qui ne veut pas dire que les gens croient qu'il soit possible de changer le monde sans prendre le pouvoir ; ils doutent qu'il soit possible de changer le monde en prenant le pouvoir ! Si vous quittez la rue et devenez **l'Etat**, vous perdez ce levier qui permet de faire sortir le système politique de ses rails et qui l'empêche de tourner en rond.

Potentialités

Et alors, entre en discussion la question des moments et des échelles. En raison de la convergence des crises mondiales (capitaliste, écologique et de représentation) et de la croissance de la mobilisation, il existe le sentiment fort répandu, aujourd'hui, qu'il est possible et nécessaire d'agir non seulement à petite échelle mais également à grande échelle. Il ne s'agit pas seulement de réduire le prix des tickets, de punir les abus de la police, d'élire des représentants, il faut aussi transformer le système de transport public, transformer la police et la politique. Cela faisait longtemps qu'on traversait une période aussi difficile mais également aussi riche en potentialités.

Inexorablement, cependant, une action à grande échelle implique des hauts et des bas, des succès et des défaites, des avancées et des reculs. Elle n'est pas linéaire ni ne se mesure sur le court terme des cycles électoraux. Au contraire, si vous soumettez toujours l'objectif de long terme aux circonstances de la prochaine élection, vous ne faites que feindre de croire que vous le poursuivez. Il y en a qui disent : ″voyez l'Egypte, ils finissent par une dictature, voyez l'Espagne, la droite a été élue″.

Tout d'abord, ce serait oublier que l'Egypte avait auparavant une dictature, que la gauche espagnole menait une politique de droite. Il aurait donc fallu que les gens restent tranquilles ?

Ensuite, là-bas, ces mouvements parlent de quelque chose de plus profond qu'un simple changement de gouvernement et vous ne pouvez juger un long processus uniquement à partir de sa deuxième étape. C'est comme être en Russie en juillet 1917 et dire : *"vous voyez ! La seule chose que les bolcheviques ont fait, ça a été de remplacer le tzar par un gouvernement bourgeois !*" C'est d'ailleurs ce que disait le Partidão[21] aux fondateurs du PT : *"Arrêtez de faire de l'agitation ! Vous allez provoquer une nouveau durcissement de la dictature* !"

Faire de la politique c'est prendre des risques et les gains sont proportionnels aux risques encourus. D'un autre côté, plus un mouvement est ambitieux et plus il doit être mature, avoir une stratégie, savoir construire des alliances et diversifier ses tactiques. Et cela inclut de savoir créer ses propres médiations institutionnelles.

L'organisation d'un système-réseau

On arrive donc à la question de l'élaboration et de la négociation de programmes. S'il s'agit d'un écosystème complexe, partiellement structuré, mais pas sous la domination de noyaux plus organisés, comme cela se passe-t-il ? Dans ce cas, les mouvements traditionnels paraissent réellement se trouver en meilleure position : ils élaborent

les programmes, préparent les cadres, font de la formation politique, mobilisent les bases et demandent aux dirigeants de négocier.

Mais est-il impossible que ceci se produise dans un système-réseau ? Je ne le pense pas. Les groupes **″spécialisés″** ont déjà une bonne maitrise de leur domaine. Le *MPL* a réalisé des débats de bon niveau sur le transport public ainsi que *l'Articulação Nacional dos Comitês da Copa* sur la question urbaine. Dans ces domaines et dans d'autres, il faut savoir créer les forums où les propositions et les stratégies pourront être débattues. Pas de grandes assemblées qui se prêtent mal à de telles finalités mais différents espaces qui communiquent et qui se construisent les uns à partir des autres, proposant des débats avec des spécialistes et entre mouvements, des audiences et des cours publics. Celui qui est à l'université peut jouer là un rôle important s'il accepte de participer. Au fur et à mesure que les idées se forment, il est possible de tester leur impact sur le Net, dans les assemblées, de voir comment les gens réagissent, de reformuler ces idées et conquérir l'adhésion du public. Rappelons qu'ici, au Brésil, la réforme des droits d'auteurs et du *Marco Civil de l'Internet*[22] a été en partie élaborée de cette manière. Ce n'est pas parfait mais aucun processus ne l'est.

Mais, et qui seraient les médiateurs ? La direction partagée est un scénario propice à **″l'opportunisme″** mais l'opportunisme n'est pas nécessairement une mauvaise chose, il signifie seulement la capacité à tirer le meilleur parti d'une situation. Dans ce sens, c'est l'essence de l'action pratique. Si quelqu'un réussit à se positionner comme médiateur et qu'immédiatement, il apparaît qu'il négocie pour satisfaire ses propres intérêts, il sera rapidement délégitimé. **″L'opportuniste du mal″** qui exploite les circonstances au profit d'intérêts personnels est également un ″mauvais opportuniste″, il ne va pas se maintenir. Mais il n'est pas impossible que celui qui assume ce rôle – une organisation, un groupe d'individus – le fasse bien. La position de représentant dans une situation comme celle que nous traversons est, en réalité extrêmement ingrate, parce que la légitimité est tout le temps sur le fil du rasoir. Se maintenir légitime implique que l'on comprenne que les limites de la légitimité sont très étroites, qu'il est nécessaire d'écouter plutôt que de parler, de se mettre dans la position de vecteur et non pas de protagoniste. Comme dirait Machiavel, à **″l'opportuniste vertueux″**, la chance ne suffit pas, la vertu est nécessaire.

João Pedro Stédile[23] a récemment déclaré que la mobilisation de la ″jeunesse″ est légitime car elle est le symptôme de problèmes structuraux latents mais que ceux qui doivent présenter un ″programme de changements″ ce sont les ″mouvements sociaux organisés″. Remarquez l'ambiguïté de cette expression : renvoie-t-elle à tout type d'organisation ou bien aux organisations de type traditionnel, plus précisément celles qui se sont créées dans les années 80 et qui sont déjà reconnues comme telles ? Il semble qu'il subsiste toujours une certaine résistance à la présence de nouveaux acteurs même si elle n'exclut pas la reconnaissance explicite du fait que ces manifestations ouvrent également des opportunités politiques au MST. Il est évident que ces nouveaux mouvements devront progressivement développer leurs propres médiations. Mais souhaitons que des mouvements comme le MST tentent également d'occuper cet espace et le fassent correctement – en donnant la priorité à l'écoute plutôt qu'à la parole, prenant en considération le terrain sur lequel ils agissent, respectant les différences. Qui dit que nous ne pourrions pas obtenir des résultats intéressants ?

Notes de la traduction

[1] En juin 2013, l'augmentation du prix des transports à São Paulo a été à l'origine d'une vague de manifestations dans toutes les grandes villes du pays. Portant d'abord sur le coût et la mauvaise qualité des transports, celles-ci ont rapidement incorporé d'autres sujets de préoccupation tels que le coût de la Coupe du monde, l'éducation et la santé

[2] *Direitas já* : mouvement populaire de grande ampleur (1983et 1984) revendiquant des élections directes pour l'élection du Président de la République

[3] ″showmicios″ réunion électorale accompagnée d'un spectacle

[4] *Rolezinho* : néologisme brésilien utilisé pour parler de rencontres informelles de jeunes des classes populaires sur des places ou dans des centres commerciaux. Les lieux et heures de rencontre sont habituellement donnés sur Facebook. Ce phénomène s'est produit principalement à São Paulo et a parfois provoqué des heurts avec la clientèle et les commerçants dans certains centres commerciaux

[5] *Bom Senso F.C.* mouvement créé en 2013 par les footballeurs des grands clubs visant à améliorer l'organisation et la qualité des matchs.

[6] *Aldeia Maracanã :* village indien installé dans l'ancien *Museo do Indio* dans le quartier du Maracanã à Rio. En avril 2013, les indiens qui occupaient cet espace, ont été expulsés. Ce fut le début d'une lutte coordonnée par un groupe d'Indiens.

[7] *Onde está Amarildo* : Amarildo, apprenti maçon, disparu le 14 juillet 2013 suite à une opération policière dans une favela de Rio. Sa disparition est devenue le symbole des abus pratiqués par la police.

[8] *Fora Cabral* : mouvement politique demandant la démission du gouverneur de l'Etat de Rio, Sergio Cabral

[9] *Movimento Passe Livre (MPL)* : Mouvement pour la gratuité dans les transports urbains

[10] *Bloco de lutas :* mouvement luttant pour de meilleures conditions de transport à Porto Alegre

[11] *Comitês Populares da Copa :* résultat des mobilisations dans les villes qui vont accueillir les matchs de la Coupe du Monde, attirant l'attention sur les conséquences négatives de cet évènement.

[12] *Rolling Jubelee* : (USA) réseau de personnes endettées qui luttent pour une gestion plus juste des dettes contractées.

[13] *Plataforma de los Afectados por la Hipoteca* : association espagnole qui lutte pour le droit à un logement digne.

[14] *UK Uncut* : (Grande Bretagne) réseau de groupes qui luttent contre l'évasion fiscale et essaient d'attirer l'attention du public sur la réduction des budgets sociaux.

[15] *Partido X* : (Espagne) parti politique lancé sur Internet le 8 janvier 2013. Il est favorable à la démocratie directe par Internet (avec la possibilité de déléguer le vote aux partis tout au long d'une législature), aux initiatives législatives populaires, à la participation directe des citoyens à l'élaboration des lois.

[16] *Dialogos Globais* organise chaque année un événement **Conexões Globais**, qui a pour but de promouvoir et intensifier le dialogue entre les différents acteurs des réseaux sociaux. Il aborde des thèmes tels que ″la démocratie 2.0″, la législation de l'Internet, la culture numérique et la mobilisation sociale à l'époque d'Internet

[17] ***PT***: Parti des travailleurs, ***CUT*** : Centrale Unique des Travailleurs, ***MST*** : Mouvement des sans terre

[18] *"Pour le Brésil, poursuivre le changement"*. Slogan adopté par le PT et les partis alliés lors de la campagne pour l'élection de Dilma Rousseff en 2010.

[19] *Blacks Blocs* : regroupements éphémères d'individus masqués leur permettant de ne pas être identifiés par la police lors des manifestations. Ils s'attaquent physiquement à tout ce qui est perçu comme symbole matériel du capitalisme.

[20] Politologue et professeur à l'université autonome de Puebla. Il estime que pour modifier un système politique, il faut non pas le transformer de l'intérieur mais commencer par créer des fissures.

[21] *Partidão* : Parti communiste brésilien

[22] *Marco Civil da Internet* : il se veut une "Constitution de l'Internet". C'est la loi qui régule l'usage d'Internet au Brésil. Il a été signé par la présidente lors du NETmundial, réalisé à São Paulo le 23 avril dernier.

[23] Leader du Mouvement Sans Terre (MST)